



# LES PRODUITS STRUCTURES & LES OPCVM DEDIES

Intervention de Monsieur Hamza KNANI:  
***LES FONDS DEDIES AUX COMPTE EPARGNE  
ACTIONS***

# **OBJECTIFS:**



**Renforcer les fonds propres des entreprises de la cote.**

**Promouvoir l'actionnariat populaire.**







# PRINCIPES



→ un CEA par exercice fiscal

→ Acquisition de BTA et d'actions de la cote de la Bourse

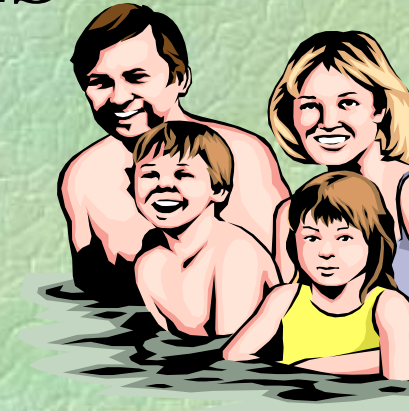
➤ Déduction du revenu imposable, dans la limite de 20.000 Dinars, des sommes consacrées à l'acquisition de valeurs mobilières éligibles aux CEA (BTA et actions ).

→ Blocage pendant cinq ans

→ Bénéfice des produits générés par le compte (dividendes, intérêts des BTA, plus values etc.).

# PERSONNES CONCERNEES

➤ **Personnes physiques: toute personne physique assujetti à l'impôt en Tunisie**



➤ **salariés**

➤ **Pensionnées des caisses sociales**

➤ **Professions libérales**



# DUREE



*5 ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier qui suit l'année d'ouverture du  
CEA*



# OPERATIONS AUTORISEES

Les sommes déposées doivent être placées dans une période de 30 jours de bourse suivant la date des dépôts des fonds.

Le titulaire d'un CEA peut procéder à plusieurs versement au cours de la même année fiscale.

Le retrait des dividendes, des intérêts sur BTA et les plus values sur cession de titres est autorisé et n'entraîne pas la perte des avantages fiscaux.

la composition du portefeuille titres peut être modifiée à tout moment.





# AVANTAGES FISCAUX



**Fiscalité des revenus** : *Rappel du droit commun*

✓ *Les intérêts des BTA peuvent être déductibles de la base imposable dans la limite de 1500 Dinars ( article 39 du code de l'impôt sur le revenu des Personnes Physiques et de l'impôt sur les sociétés).*

✓ *Les dividendes et les plus values réalisés sont exonérés d'imp*



# AVANTAGES FISCAUX



## Fiscalité spécifique au CEA

✓ *La déduction du revenu imposable porte sur la totalité de la somme investie dans la limite de **20.000D** par exercice fiscal.*

✓ *La déduction ne doit pas aboutir à un impôt inférieur au minimum légal fixé à **60%** de l'IR dû sur le revenu global.*

✓ *Pour les salariés et les pensionnés, le CEA a pour effet de diminuer le montant de la retenue à la source et par conséquent d'augmenter le salaire ou la pension.*



## DES RETRAITS



*En cas de retrait dans les trois ans qui suivent le 1er dépôt de fonds, le gain fiscal est restitué et des pénalités dues.*

*En cas de retrait après la 3<sup>ème</sup> année qui suit le dépôt, le gain fiscal doit être payé . Les pénalités de retard ne sont pas dues.*

*Si le retrait intervient pendant la période de blocage en raison d'événements imprévisibles: décès, arrêt de travail, maladies, ou autres définies par les textes en vigueur, le gain fiscal est restitué et les pénalités de retard ne sont pas dues.*



# VALEURS ELIGIBLES AU CEA



✓ *L'acquisition d'actions cotées en Bourse dans la limite minimale de 80% du montant investi.*

✓ *L'acquisition de BTA dans la limite maximale de 20% du montant investi.*

✓ *L'acquisition d'actions ou de parts d'OPCVM créés conformément à l'article 2 du décret n° 2002-1727 du 29 juillet 2002 modifiant le décret n°99-2773 du 13 décembre 1999 portant fixation des conditions d'ouverture et de gestion des CEA et complétant le décret n° 2001-2278 du 25 septembre 2001 relatif aux OPC*



# LES OPCVM PREVUS PAR LE DECRET 2002-1727 DU 29 JUILLET 2002

## COMPOSITION DES ACTIFS:

*Ce sont des SICAV ou des FCP qui utilisent leurs actifs dans les mêmes conditions qu'un CEA à savoir:*

✓ *80% au moins de leurs actifs pour l'acquisition d'actions de sociétés admises à la cote de la bourse*

✓ *Le reliquat à l'acquisition de BTA*

*cette obligation est réputée satisfaite si le montant non utilisé ne dépasse pas 2% des actifs.*

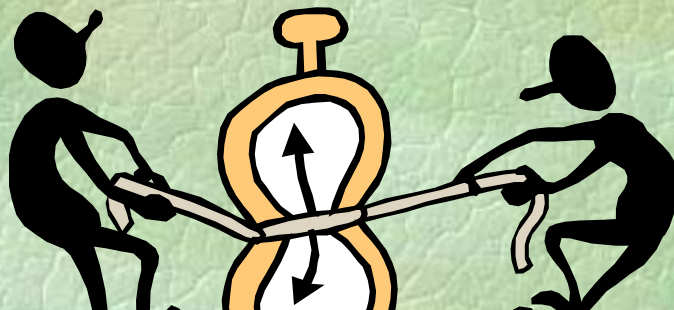




# LES OPCVM PREVUS PAR LE DECRET 2002-1727 DU 29 JUILLET 2002

## UREE D'UTILISATION DES FONDS DE SOUSCRIPTION

*Les statuts et les règlements intérieurs de ces OPCVM doivent prévoir l'obligation d'utiliser les montants provenant des souscriptions dans un délai ne dépassant pas 30 jours de bou... compter de la date de souscription.*





# **LES OPCVM PREVUS PAR LE DECRET 2002-1727 DU 29 JUILLET 2002**

**OPCVM ELIGIBLES AUX CEA ET NON DEDIES AUX C**

*Les souscriptions sont permises aussi bien aux titulaires de  
CEA qu'aux non titulaires de CEA*

# **LES OPCVM PREVUS PAR LE DECRET 2002-1727 DU 29 JUILLET 2002**

**LES OPCVM OBEISSENT A LA MEME LEGISLATION  
CODE DES OPC A L'EXCEPTION DU MODE  
D'UTILISATION DES ACTIFS**





# LES OPCVM PREVUS PAR LE DECRET 2002-1727 DU 29 JUILLET 2002

## VANTAGES LIES AUX OPCVM ELIGIBLES AUX CEA

### *Avantages pour le titulaire du CEA:*

- ✓ *Diversification du risque boursier.*
- ✓ *Gestion assurée par des professionnels.*
- ✓ *Liquidité certaine après le déblocage du CEA*



### *Avantages pour le Gestionnaire de l'OPCVM :*

- ✓ *Souplesse dans la gestion des CEA*



# LES OPCVM PREVUS PAR LE DECRET 2002-1727 DU 29 JUILLET 2002

## INCONVENIENT DES OPCVM ELIGIBLES AUX CEA

*Les ratios réglementaires, particulièrement le ratios de liquidité de 2%, ne sont pas adéquats relativement aux conditions actuelles du marché (étroitesse du marché, faible de la liquidité etc.)*





# CADRE LEGAL



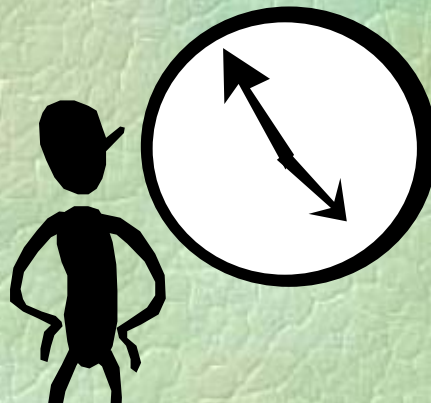
- lois 99-92 du 17 août 1999 relative à la relance du marché Financier (création du CEA) et modifiée par les lois de finances 2002 et 2004.
- décret N° 99-2773 du 13 décembre 1999 (conditions d'ouverture et de gestion des comptes CEA)
- décret N° 2002-1727 du 29 juillet 2002 (modifiant le décret n° 99-2773 et complétant le décret n° 2001-2278 du 25 septembre 2001)
- articles 30 et 31 de la loi n° 2001-123 du 28 décembre 2001 (retrait des sommes déposées sans pénalité de retard après une période de 3 ans)
- arrêté du 31 août 2002 : fixation des événements imprévisibles (maladies, accident grave, décès etc. permettant le retrait des sommes déposées sans pénalité)



# NOUVEAUTE CONCERNANT LE CEA

*TRES PROCHAINEMENT*

*Pour plus de souplesse, les montants provenant des opérations d'arbitrage ou de souscription doivent être investis dans les valeurs éligibles aux CEA, dans un délai ne dépassant pas **3 mois** au lieu de 30 jours de bourse.*





## cas de plusieurs versements effectués au courant de l'année

Un salarié marié , ayant deux enfants et qui réalise un salaire annuel brut imposable de 15.000 dinars ; soit un salaire brut mensuel de 1.250 dinars .

*Calcul de l'impôt sur le revenu (IR) dû compte non tenu de la réduction au titre des sommes déposées dans le CEA .*

- Revenu brut annuel	:	15.000 D
- 10% frais professionnels	:	1.500 D
- Abattements pour situation et charges de famille		
Chef de famille	:	150D
Deux enfants à charge	:	165 D
- Revenu net imposable	:	13.185 D
- IR dû	:	2.321,250 D

Retenue à la source par mois : 2.321,250 = **193,438 D**



## Exemple de calcul de la retenue à la source et du gain fiscal d'un investissement en CEA :

1) Début janvier , **le salarié ouvre un CEA** et effectue un versement de **2.000 D**

- Montant déductible : 2.000 < à la limite maximale de 20.000 D

Revenu net imposable : 13.185 D – 2.000 D = 11.185 D

Impôt sur le revenu dû : 1.821,250 Dinars

IR dû > au minimum légal de l'IR ( 2.321,250 x 60% = 1.392,750 D )

Retenue à la source à partir du salaire de fin Janvier:

$$\frac{1.821,250}{12} = 151,770 \text{ D}$$



## Exemple de calcul de la retenue à la source et du gain fiscal d'un investissement en CEA :

) Début Mai, le salarié effectue un deuxième versement de 2.500 D.

- Montant déductible :  $2.000 + 2.500 = 4.500 \text{ D} < \text{limite Max } 20.000 \text{ D}$

Revenu net imposable :  $13.185 \text{ D} - 4.500 \text{ D} = 8.685 \text{ D}$

Impôt sur le revenu suite à la déduction du montant investi : 1.262 D

Impôt sur le revenu dû  $1.262 \text{ D} < \text{Min légal de l'IR ( } 1.392,750 \text{ D )}$

« l'impôt sur le revenu doit être égal au minimum légal de l'IR :  
1.392,750 D »

Retenue à la source à partir du salaire de fin Mai :

$$\frac{1.392,750 - 4 ( 151,770 ) ]}{8} = 98,208 \text{ D}$$

Gain fiscal de l'année :  $2.321,250 - 1.392,750 = 928,500 \text{ Dinars}$  pour  
placement de 4.500 Dinars

***En moyenne, le gain fiscal mensuel est de 77,375 D***



# CONSTAT

*Actuellement il n'y a environ que 2000 CEA pour un montant global investi de l'ordre de 20 MD*

*Raisons éventuelles : manque de vulgarisation du produit CEA auprès de la clientèle cible et faible maîtrise du fonctionnement du CEA par les distributeurs.*

*Jusqu'à ce jour, aucun OPCVM éligible au CEA n'a été lancé*

*✓ Raisons éventuelles : Crainte des promoteurs de non réussite commerciale en raison du comportement des OPCVM mixtes dans les années 94 et 95 et difficulté à gérer due aux ratios réglementaires d'emplois d'actifs.*





***MERCI***

***POUR VOTRE ATTENTION***